

# la nouvelle lettre

Directeur de la publication : Jacques GARELLO

Commission Paritaire : 0118 K 87909 - ISSN : 1951-4727  
Dépôt légal : à parution

N°1182 du 21 janvier 2014 | [www.libres.org](http://www.libres.org)  
1981-2014 | 33ème année de parution

Hebdomadaire 1,50€



## SOMMAIRE DU N°1182

- EDITORIAL** : Oui, mais... pp. 1-2  
**CONJONCTURE** : Le déficit extérieur a-t-il une importance pp. 3-4  
**ACTUALITES** : Ces Pays Bas qu'a visités François Hollande p. 4 - Ce Pape que va visiter François Hollande p. 5 - La Bourse au plus haut : paradoxe dans un pays en panne p. 5  
**COURRIER DES LECTEURS** : p. 6  
**L'AGENDA LIBERAL** : p. 7  
**LU POUR VOUS** : livres, articles et sites p. 8

## Oui, mais...

Oui, les libéraux pourraient crier victoire. Mais ce serait manquer de lucidité. Il ne faut pas lâcher la proie pour l'ombre.

Oui, l'Etat sort très diminué des discours et commentaires de ces derniers jours. Mon pronostic concernant l'inversion de la courbe de l'étatisme (la première Lettre de l'année 2014) semble se confirmer. Entendre le Président de la République dire qu'il se rallie à l'économie de l'offre et qu'il ne croit pas à la relance par la dépense publique, c'était pour le moins inattendu. Le voir mettre en cause les dérives budgétaires de la protection sociale et des collectivités locales, c'était imprévu. S'afficher enfin comme social-démocrate, c'était naguère impensable.

Mais assurément la sociale-démocratie de François Hollande n'est sûrement pas, du moins à ce jour, celle de Gerhard Schröder ou de

Tony Blair. Le Président a nié, à juste titre, toute inflexion libérale : il l'a dit clairement, en rappelant fort honnêtement que c'est l'Etat qui a pris l'initiative du pacte de responsabilité, c'est l'Etat qui demande aux entreprises un effort et il n'est pas question de remettre en cause ni le modèle social français, ni surtout la Sécurité Sociale. Comme je l'ai déjà suggéré, la sociale-démocratie « à la française », s'inscrit dans la tradition de la troisième voie sur laquelle les gouvernements français se sont engagés sans cesse depuis 1945.

Mais aussi le « tournant » est assorti de tellement de conditions qu'il manque de crédibilité et peut passer pour simple manœuvre dilatoire. La méthode à laquelle se réfère le Président est celle de la « négociation ». Mais avec qui ? Bien évidemment avec les syndicats, très amateurs de dialogue social. >>

## BULLETTIN D'ABONNEMENT

- s'abonne à la formule électronique (format PDF) pour 40 numéros (40 €)  
 envoie une liste de courriels pour un service gratuit de 4 numéros dans le cadre de la formule électronique.

Merci de libeller vos chèques à l'ordre de la SEFEL et de nous les faire parvenir à l'adresse suivante :

**SEFEL chez ALEPS, BP 80026, 13545 Aix en Provence Cedex 4**

M  Mme  Mlle  NOM..... Prénom.....  
Adresse .....  
Code postal ..... Ville..... Courriel .....

**Sefel**

**SOCIETE D'EDITION ET DE FORMATION ECONOMIE ET LIBERTE**

Chez ALEPS, BP 80026, 13545 Aix en Provence Cedex 4 - Tél. : 01 43 80 55 18

[www.libres.org](http://www.libres.org)

## Oui, mais... (suite)

Il va falloir également négocier avec les élus de la majorité actuelle, voire même avec certains ministres : en avançant l'exigence de la création de 2 millions d'emplois, Montebourg, ministre du redressement social-démocrate, a montré tout le zèle que le dialogue social. La négociation féodaux à la tête des régions et des giquement à la remise en cause des des collectivités territoriales. Par quel réussir à faire accepter sa nouvelle Parti Socialiste et aux barons ? A-t-il l'opinion publique derrière lui, inspire-t-il confiance ?

*« Hollande n'est ni Schröder ni Blair »*

le gouvernement va mettre pour attiser sera tout aussi difficile avec les grands conseils généraux : ils s'opposent énerfrontières, des pouvoirs et des finances tour de magie François Hollande peut-il ligne aux syndicats, au Parlement, au

Mais encore, et sans doute pour séduire ceux qui lui restent fidèles dans son propre camp, François Hollande a profité de son discours économique et politique pour annoncer une nouvelle étape dans le processus de décomposition de la société française. Après les lois Taubira qui démolissent la famille et la justice, voici glissée dans le propos la perspective de l'euthanasie. Concomitance troublante : au prétexte bizarre de l'égalité entre femmes et hommes, les socialistes veulent banaliser l'avortement, en supprimant les quelques barrières qui existent encore. J'ai toujours soutenu que les socialistes étaient moins redoutables pour leurs erreurs de politique économique que pour leurs innovations « sociétales ». La politique économique, ça se change et ça se répare ; l'aliénation et la destruction de l'être humain ruinent une société et portent atteinte à la dignité des personnes. Le mariage pour tous, la prison pour personne, l'assassinat des enfants à naître, l'assistance au suicide : voilà ce que nous vaut un Président « normal ». J'avoue ne pas être normal. L'êtes-vous ?

Mais enfin, et cette fois-ci cela ne regarde plus François Hollande mais la société civile, et notamment les libéraux, il n'y a pas de changement sérieux et durable sans vision, sans engagement. La vision fait défaut pour l'instant à la classe politique d'opposition. « La droite a des idées d'un autre siècle » écrit Kerdrel (Valeurs actuelles, 2 janvier) à propos du projet UMP. Il précise encore que « Les rédacteurs de ce projet restent dans une démarche étrangement jacobine où l'Etat décide de tout et l'individu continue de subir, comme il subit depuis dix huit mois une insupportable déconstruction des valeurs qui font notre société ». J'ai eu également l'occasion d'analyser les 20 propositions du Groupe Génération Entreprise et j'ai déploré la confusion et le manque de recul de plusieurs d'entre elles. Ces jours prochains, l'UMP et Génération Entreprises vont nous présenter de nouvelles versions : puissent-elles aller jusqu'à « nous parler enfin de ce qui fait vibrer chacun de nous ». D'autre part, l'histoire de ces trente dernières années nous apprend que même lorsque les programmes de la droite frisent le libéralisme, ils ne sont pas appliqués et l'on continue dans la voie sacrée de l'étatisme.

Faute de pouvoir compter sur la classe politique pour nous proposer une vision d'avenir, c'est à nous, c'est à la société civile de dire aux Français l'urgence et la nature d'une libération : expliquer comment se passer de l'Etat dans bien des domaines, parler des réformes libérales réalisées à l'étranger dans le domaine du marché du travail, ou de la protection sociale (santé et retraites), rappeler la dimension sociale du libéralisme, mais aussi sa dimension morale. Nous disposons aujourd'hui de tous les arguments et documents nécessaires pour convaincre, pour faire la pédagogie de la liberté, sachons nous en servir.

Toutefois, il faut un engagement personnel exigeant pour remplir cette mission. Nous ne nous acquitterons pas de notre devoir de citoyens libres en critiquant ce qui se fait aujourd'hui. Nous devons surtout bâtir l'avenir. L'engagement personnel est d'autant plus efficace qu'il s'accompagne et se forge au cours de rencontres – et c'est l'objectif des forums des libertés. Nous voyons alors la force de nos convictions, comme nous avons pu mesurer la puissance de la société civile tout au long de cette année 2013.

*« Pas de libération durable sans la synergie des engagements personnels »*

Oui, le tournant peut être pris, mais nous ne pouvons attendre en spectateurs que la libération se fasse. Continuons à pousser.

**Jacques Garello**

## LE DEFICIT EXTERIEUR A-T-IL UNE IMPORTANCE ?

Pour la plupart des gens, et le Président Hollande n'a pas échappé à la règle, exporter c'est bien, importer c'est mal. De là à dire qu'il faut booster les exportations et freiner les importations, il n'y a qu'un pas et le protectionnisme n'est pas loin.

La réalité est plus complexe. En soi, comme Bastiat l'avait montré, un tel déficit ne signifie rien ; cependant il est souvent l'indice du manque de compétitivité d'un pays qui vit au-dessus de ses moyens et dont le tissu économique est détruit par la fiscalité et la réglementation. Ce qui compte ce n'est pas le déficit, c'est ce qu'il y a derrière.

### **Où faut-il « tirer la ligne » ?**

Longtemps, sous l'influence des idées keynésiennes, le terme même de déficit a eu une connotation ambiguë : positive à propos des finances publiques (le déficit budgétaire serait un instrument de relance), négative à propos du commerce extérieur (le déficit de la balance réduirait la demande globale moteur de la relance).

S'agissant du déficit budgétaire, il a pris du plomb dans l'aile, y compris en France. Le Président nous a donné une leçon d'économie : ce n'est pas la dépense qui entraîne l'économie, c'est l'offre. Mais les choses sont plus compliquées pour le commerce extérieur.

D'abord, il faut savoir où « tirer la ligne ». En général, on pense aux mouvements de marchandises (exportations, importations) ce qui donne la balance commerciale. C'est le chiffre le plus souvent commenté. Mais dans une économie développée, les services prennent beaucoup de place. De la sorte, un déficit commercial peut être compensé par un excédent des services (tourisme par exemple), comme c'est le cas en France, et se focaliser sur les marchandises procède d'une vision « matérialiste », voire marxiste, de l'économie. On ne voit de secteur productif que dans les biens matériels, alors même que les biens eux-mêmes sont produits avec une dose croissante de services et sont achetés pour les services qu'ils rendent.

Cela devient plus compliqué encore si on ajoute les mouvements de capitaux liés à l'aide internationale, aux investissements, à l'achat de titres, au crédit, etc.. On parlera alors de balance des paiements. Comment l'interpréter ? Des entrées de capitaux, c'est bon ou mauvais ? Ca dépend. Si des entreprises étrangères investissent chez nous, il faut nous réjouir : ce sont des emplois et de l'activité créés. Mais si c'est l'Etat qui s'endette sur les marchés internationaux pour payer ses fonctionnaires, emprunts qu'il faudra rembourser un jour et dont les intérêts doivent être payés dès le début, ce n'est pas une bonne chose. Donc, des capitaux entrant en France peuvent être la meilleure ou la pire des choses suivant leur destination. Dans l'autre sens, l'investissement d'une entreprise française à l'étranger, c'est bon pour notre économie, mais quel gain pour la France quand un étranger travaillant sur notre sol rapatrie ses revenus chez lui ? On le voit dans une économie mondialisée : la question du « franchissement » des frontières est largement artificielle.

### **60 milliards de déficit commercial**

Restons dans l'actualité immédiate avec le seul commerce extérieur. Les chiffres des onze premiers mois de 2013 ont été publiés mi-janvier, le résultat complet pour l'année sera connu bientôt. Il est clair : un déficit d'un peu plus de 56 milliards sur onze mois. On sera donc à environ 60 milliards pour 2013 ; nous étions à des niveaux comparables ces dernières années, entre 50 et 70 milliards entre 2009 et 2012. Pendant ce temps, l'Allemagne accumule les excédents. Tout le monde voit donc une catastrophe dans nos déficits, creusés sans cesse depuis dix ans. C'est faux, et pourtant c'est inquiétant !

C'est faux pour deux raisons au moins. La première c'est que les échanges internationaux n'existent pas en vertu d'une division internationale du travail comme le pensait Ricardo, chaque pays ayant intérêt à se spécialiser dans la production des marchandises pour lesquels il a un avantage comparatif. Les échanges internationaux existent parce qu'ils permettent la division des connaissances, l'élargissement de la concurrence, comme le rappelle Hayek. Acheter des produits étrangers, c'est bénéficier des compétences incorporées dans ces produits ; exporter c'est en faire bénéficier les autres. D'ailleurs parler de produits français n'a guère de sens. La « traçabilité » des produits nous montrerait que dans tout produit il y a des éléments faits en France et d'autres faits à l'étranger. Avec la mondialisation, le « made in France » n'a pas grand sens, n'en déplaît à M. Montebourg.

La deuxième raison, évoquée par Bastiat, est qu'une importation permet aux nationaux de payer moins cher les produits qu'ils consomment, car sinon pourquoi importer ? Bastiat ridiculise la balance commerciale en donnant l'exemple d'un bateau anglais qui se destine à Bordeaux mais coule à l'embouchure de la Garonne. « Bonne affaire pour la balance », mais évidemment mauvaise affaire pour ceux qui ne bénéficieront pas de la cargaison !

>>

## Le déficit extérieur a-t-il une importance ? (suite)

### La balance et la monnaie

Il est courant, dans la discussion sur la balance, d'incriminer l'euro et notamment l'euro fort.

On dit que la gestion de la monnaie européenne est telle que les étrangers ne peuvent acheter nos produits parce qu'ils doivent payer dans une monnaie qui est trop chère.

Il est vrai qu'il y a une relation entre monnaie et balance, mais elle n'est pas celle que l'on croit. La relation « normale », celle qui prévaut dans un véritable libre-échange et dans une saine gestion de la monnaie, c'est qu'un déficit commercial oblige la banque centrale à réduire la quantité de monnaie qu'elle émet, ce qui a pour effet d'assainir l'économie nationale, donc d'améliorer sa compétitivité. A l'inverse, procéder à une « dévaluation compétitive », c'est-à-dire diminuer volontairement la valeur de sa monnaie pour attirer les acheteurs étrangers, n'est qu'un emplâtre sur une jambe de bois, car la « compétitivité » n'est en rien améliorée sur le long terme, quand les racines du déficit ne sont pas attaquées.

On l'a vu avec le franc au début des années Mitterrand : trois dévaluations en trois ans. Mais avec l'euro, une telle pratique n'existe plus puisque nous sommes 18 à partager la même monnaie, les uns en déficit, les autres en excédent. Les Allemands ne sont pas gênés par l'euro fort !

### Le déficit révélateur des faiblesses structurelles

Doit-on conclure que le déficit commercial de la France n'a aucune importance ? Certainement pas. En effet, il révèle les faiblesses de notre économie, les rigidités de l'offre qui nous empêchent de répondre à la demande nationale comme à la demande extérieure. Même le Président de la République a relevé quelques-unes de ces faiblesses, à commencer par le poids des prélèvements. Mais quand on a dix points de PIB de dépenses publiques de plus que nos voisins, le choc dont on a besoin représente 200 milliards et non 30 ! Comment courir avec des boulets aux pieds ? Comment développer notre offre, si l'Etat paralyse les entreprises par sa réglementation ? Simplifier, c'est bien, mais libérer ce serait mieux. La faiblesse de nos exportations et donc le déficit sont d'inquiétants signaux d'alarme révélant la vétusté de nos structures, que nous payons en termes de chômage, de recul de la croissance et du pouvoir d'achat. Cela ne doit pas nous inciter à nous replier frileusement grâce au protectionnisme par peur du déficit, mais à libérer les entreprises et nos échanges, stimulés par le vent du grand large.

Jean Yves Naudet

## Ces Pays Bas qu'a visités François Hollande

*Le modèle « libéral » a été écorné avec la coalition droite-gauche*

Les Pays Bas, eux, ont une balance commerciale excédentaire. Ils sont au septième rang des partenaires internationaux de la France. Il est dit que les succès de l'économie hollandaise tranchent avec le déclin français. Ce n'est plus tout à fait vrai depuis quelques mois, lorsque le Premier Ministre libéral Mark Rutte a scellé avec les sociaux-démocrates une « grande coalition », comme en Allemagne, Italie, Autriche, Belgique.

La croissance actuelle est aussi faible que la nôtre (0,4% en 2013), le chômage dépasse 8% alors qu'il était de 5,5% il y a trois ans

(mais c'est mieux que le 11,5% français) et le déficit budgétaire est au-dessus de 3% du PIB.

Il n'en demeure pas moins que la fiscalité des entreprises est relativement avantageuse (24%) mais surtout que les Hollandais opérant à l'étranger supportent les taux étrangers (notamment irlandais) ce qui fait que les Pays Bas passent pour un paradis fiscal. Le gouvernement est d'ailleurs opposé aux projets européens d'harmonisation fiscale. Les taux d'impôts marginaux sur le revenu ont été abaissés à 49% et l'âge de la retraite est de 65 ans.

Ces éléments font que la Hollande garde tout de même une réputation de pays sérieux et libéral.

Par contraste, et peut-être en commun avec la France, le pays est « libéral » en matière de mœurs. Il s'y pratique l'euthanasie, le mariage homo-sexuel et la dépénalisation du cannabis. Il y a pourtant des domaines où les Hollandais peuvent être exemplaires : ils ont été parmi les premiers à mettre en œuvre des bons scolaires et à instaurer une vraie concurrence entre public et privé, et bientôt les prisonniers devront payer leur prison. •

## Ce Pape que va visiter François Hollande

*Visite « utile » dit le Président, mais en quoi ?*

Ce n'est pas par piété filiale que vendredi prochain, 24 janvier, le Président français se rendra au Vatican. Il a d'ailleurs mis un temps considérable pour rendre visite et hommage au Souverain Pontife. Il a souligné le caractère laïc de cette rencontre « entre chefs d'Etat », a-t-il précisé, et justifié sa visite parce qu'elle était « utile ».

Quelle serait cette utilité évoquée ? Séduire les catholiques français ? Voilà un électorat que la gauche a perdu depuis la loi Taubira, sans espoir de le récupérer semble-t-il. Marquer la convergence entre le souci du « social » commun aux deux François ? Mais s'il a jeté l'anathème sur un certain capitalisme, le Pape François ne prêche pas pour autant la lutte des classes : « je ne

suis pas marxiste », a-t-il précisé à l'occasion des commentaires sur son exhortation pastorale « Joie dans l'Évangile ». Harmoniser la diplomatie des deux Etats ? Le martyre des Chrétiens dans de nombreux pays, en particulier musulmans, inquiète des deux côtés. Mais en Syrie la France a choisi les islamistes contre Béchar El Hassad, protecteur des Chrétiens ; tandis qu'en RCA, la France a chassé le premier ministre chef des Islamistes qui massacraient les Chrétiens.

En fait, les deux François sont en désaccord profond sur les questions qui, au Vatican, paraissent essentielles: la défense de la famille et, plus encore, le respect de la vie, qu'il s'agisse de l'avortement ou de l'euthanasie. Le Pape

a rappelé dimanche « l'horreur » que lui inspire l'avortement, et le nonce apostolique à Paris Luigi Ventura de s'adresser aux dizaines de milliers de manifestants « prolife » : « le Saint Père, en vous faisant parvenir l'assurance de sa proximité spirituelle et de sa prière, vous accorde bien volontiers sa bénédiction apostolique ». Le Vatican est visiblement inquiet de la « religion laïcarde » qui est imposée en France par le régime actuel. A quand le culte de l'Être Suprême ? Avec des sans culottes comme Taubira et Peillon dans le gouvernement, on se demande bien ce que François Hollande peut bien attendre de sa visite au Vatican. A moins que, là encore, il désire prendre le « tournant ». Après le Medef, l'évêque dans son jeu ? •

## La Bourse au plus haut : paradoxe dans un pays en panne

*Le CAC à plus de 4.300 points : est-ce une bonne nouvelle ?*

C'est assurément une bonne nouvelle pour ceux qui ont acheté des actions, dont le cours a augmenté ainsi de 50% en cinq ans, reprenant le niveau de septembre 2008 (faillite de Lehman Brothers). C'est aussi une bonne nouvelle pour les sociétés cotées au CAC 40 et pour leurs actionnaires. Mais est-ce une bonne nouvelle pour l'économie française ?

Certainement pas, pour une première raison : le CAC40 ne reflète en rien la situation et les perspectives de l'économie nationale, car la plupart de ces sociétés n'exercent pas l'essentiel de leurs activités dans notre pays et réalisent leurs profits ailleurs qu'en France. Par contraste, les PME et a fortiori les TPE (Très Petites Entreprises) se débattent dans des difficultés

sans précédent. Ecrasées par les impôts et le Code du Travail, elles n'ont ni marge ni profit, elles ne peuvent ni investir ni embaucher. Ainsi se trouve mis en évidence ce que l'on peut appeler le « dualisme de l'économie française » : un secteur mondialisé prospère et un secteur hexagonal en péril.

La deuxième raison, très souvent évoquée dans nos colonnes, est le risque de bulle financière, car une grande partie de la santé des bourses du monde entier provient de l'abondance de liquidités qui permet aux opérateurs en bourse de prendre des positions osées en temps ordinaire. La liquidité, base de la spéculation boursière, est gratuite avec des taux d'intérêt proches de zéro voire négatifs, et permet donc beaucoup d'audaces. Le risque est de voir les

taux s'inverser. Voilà pourquoi les bourses tremblent au moindre bruit de changement de la politique monétaire des banques centrales. Comme l'avait souligné Hayek, quand les taux d'intérêt monétaires (ceux qui ont cours en bourse) sont inférieurs aux taux d'intérêt réels (ceux qui sont liés aux profits des entreprises), le risque de surinvestissement, et surtout de mal investissement se précise. L'argent facile va n'importe où, y compris dans des projets sans lendemain. Alors la bulle financière crève. C'est que les boursiers ont été encouragés et trompés par les banques centrales, elles-mêmes instruments de l'Etat, qui a tout avantage à maintenir les taux les plus bas possibles pour couvrir ses déficits et (parfois) rembourser ses dettes. •

## La mue électronique est amorcée

La Nouvelle Lettre a changé de peau.

Comme toute mue, celle-ci se fait par opérations successives. La première a consisté à « récupérer » les abonnés perdus faute de connaître l'adresse électronique à laquelle leur envoyer la Lettre. Au cours de la semaine écoulée, ils sont plus d'une centaine à s'être mis à jour de cette obligation technique, de sorte que nous n'attendons plus maintenant que le ralliement des deux cents retardataires pour afficher complet, étant entendu qu'une cinquantaine d'abonnés à la version papier avait décidé de nous quitter. **Nous sommes toujours preneurs d'adresses électroniques de votre entourage**, nous pourrions faire un service gratuit de quatre numéros à ces personnes, pouvant déboucher sur un abonnement (40 euros pour 40 numéros).

L'autre mutation en cours est celle du format.

A juste titre la traditionnelle présentation des rubriques en trois colonnes, plus élégantes et très faciles à lire dans la version papier, devient gênante pour la lecture sur l'écran. Il faut monter et descendre sans cesse. Nous avons la semaine dernière tenté de venir à un format pleine page pour la plupart des rubriques, comme l'éditorial, la chronique de conjoncture et les annonces diverses (dont la revue des livres). Mais ne va-t-on pas du coup gêner ceux, nombreux, qui se proposent d'imprimer la Nouvelle Lettre au lieu de la lire sur écran ? A vous de le dire...

Enfin, nous envisageons, à terme plus ou moins rapproché, d'organiser une vente à l'article pour des visiteurs sur le site [www.libres.org](http://www.libres.org), sans porter préjudice bien sûr aux abonnés qui continueront à recevoir sans bourse délier la Nouvelle Lettre durant toute la durée de leur abonnement. En sens inverse, la consultation gratuite de la Nouvelle Lettre sur le site [www.libres.org](http://www.libres.org), qui est aujourd'hui possible avec un décalage de quelques heures, ne sera plus possible désormais. Il faudra attendre au moins deux semaines pour archiver la Nouvelle Lettre sur le site.

## Des passages du livre sur les retraites qui intriguent

Par divers canaux, nombreux sont ceux qui ont pris connaissance de tout ou partie du livre de Jacques Garello « Comment Sauver vos retraites », que l'on peut commander par courrier auprès de la *SEFEL chez ALEPS, BP 80026, 13545 Aix en Provence Cedex 4* ou par e-mail à l'adresse [info@libres.org](mailto:info@libres.org) ou maintenant dans les librairies.

Les premiers lecteurs ont été surpris par la pertinence de la solution consistant à passer à la capitalisation, au point de se dire « C'est trop beau pour être vrai ! ».

Aussi quelques lecteurs se demandent si c'est réellement vrai. Certains trouvent les chiffres avancés imprécis ou impraticables. Mais ils ont été soigneusement vérifiés et les « erreurs » peuvent venir non pas du calcul, mais de la base du calcul (par exemple la partie des charges déductibles de la CSG a-t-elle été comprise ou exclue ?). De toutes façons une approximation dans les chiffres, fût-elle de 10 %, condamne-t-elle le raisonnement ? Qui peut se vanter de connaître le montant des pensions et des cotisations du régime général de la Sécurité Sociale dans seulement cinq ans avec moins de 10 % d'erreur possible ?

D'autres objectent que ce qui a pu se réaliser à l'étranger n'est pas pensable en France, à cause de la puissance des coalitions : gestionnaires et syndicalistes, fonctionnaires et titulaires de régimes spéciaux, classe politique ignare et sans courage, etc. Mais précisément le but de l'ouvrage est de persuader les retraités actuels et futurs de se mobiliser pour faire pression sur la classe politique. La passivité et le pessimisme ne débouchent que sur trois résultats : ruine des retraités, ruine des cotisants et ruine du pays.

INVITATION



Olivier Dassault  
Président

Jean-Michel Fourgous  
Délégué Général

Et les 120 Députés membres de  
« Génération entreprise-Entrepreneurs associés »

sont heureux de vous convier à un colloque sur le thème de leur livre blanc :

## « SORTIR DE LA CRISE: ET SI LA FRANCE AVAIT BESOIN D'UN BIG-BANG ÉCONOMIQUE, FISCAL ET CULTUREL ? »

Jeudi 23 Janvier 2014 de 9H00 à 13H

Salle Victor Hugo- 101 rue de l'Université - 75007 Paris

Carte d'identité demandée à l'entrée (ouverture des portes à 8h30)

Inscription souhaitée avant le 20 janvier sur : [www.generation-entreprise.fr/inscription](http://www.generation-entreprise.fr/inscription)  
ou sur: [vhacke@generation-entreprise.fr](mailto:vhacke@generation-entreprise.fr) ou par téléphone : 01 40 63 67 78

### Programme du colloque :

**8h30-9H00 :** Accueil des participants

**9h00-10H30 :** Table ronde n°1 : « Quelles solutions concrètes pour relancer la croissance et l'emploi ? »

François Baroin (Ancien Ministre), Yves Thréard (Journaliste), Jean-Michel Fourgous (Délégué Général de GEEA), Sophie de Menthon (Présidente du Mouvement ETHIC).

**11h00 - 12h30 :** Table ronde n°2 : « Redonner la parole aux entrepreneurs: une urgence pour sortir de la crise ? »

Pierre Gattaz (Président du MEDEF), Eric Revel (journaliste), Gilles Babinet (entrepreneur), Michaela WIEGEL (journaliste au Frankfurter Allgemeine Zeitung).

Contact : 01 40 63 67 78 ou [vhacke@generation-entreprise.fr](mailto:vhacke@generation-entreprise.fr)



Jeudi 23 janvier à 19 heures 45

A la Maison du Bâtiment, 344 Bd Michelet Marseille



## Futur des retraites et des finances sociales

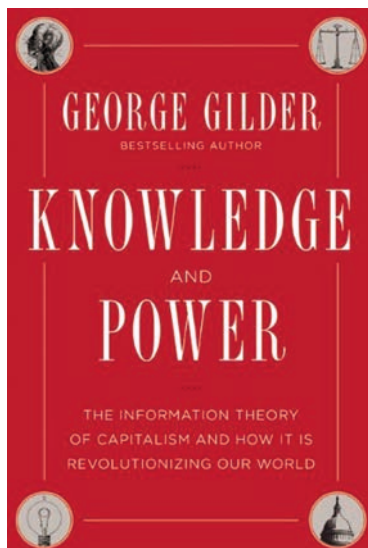


Forum animé par Jacques Garelo

Les finances de la Sécurité Sociale sont en péril et le « modèle social français » est en train d'exploser. Comme les précédentes, la dernière réforme des retraites ne sera pas la dernière, parce que reculer l'âge de la retraite ou augmenter les cotisations ne règle rien, il faut abandonner le système par répartition et en venir à la capitalisation. Mais comment faire ?

A l'occasion de ce forum, Jacques Garelo dédicacera son dernier ouvrage « Comment sauver vos retraites ? »

Ce forum est organisé par le Lions Club de Marseille Prospective. La participation aux frais de la conférence est de 10 euros et ceux qui le désirent pourront prolonger la soirée autour d'un buffet pour la somme de 20 euros. Les inscriptions sont à prendre soit auprès du club ([jcmartinotti@free.fr](mailto:jcmartinotti@free.fr)) soit auprès du secrétariat de la Nouvelle Lettre [info@libres.org](mailto:info@libres.org). Le règlement se fera sur place. Hâtez-vous, il ne reste que quelques places.



## Knowledge and Power

Ouvrage de George Gilder

Il y a un peu plus de 30 ans, George Gilder publiait un ouvrage intitulé : Richesse et Pauvreté, livre devenu un best-seller mondial. L'auteur, chercheur, économiste et investisseur, montrait que l'interventionnisme de l'Etat ne peut réduire la pauvreté et que, seule la croissance économique et le développement peuvent le faire.

Dans son dernier essai, G. Gilder insiste à nouveau sur le fait que le gouvernement n'a rien à faire dans le processus économique. Plus encore, il démontre que l'Etat est complètement dépassé par l'évolution de l'économie.

Les crises, ou les périodes de croissance, sont si spontanées qu'on ne peut pas intervenir dans le processus. Cette transformation est due à une révolution entrepreneuriale. G. Gilder démontre comment nous sommes en train de vivre l'économie de l'information, dans laquelle l'entrepreneur est l'artisan de la croissance. Il suffit de le laisser faire pour que la croissance économique soit au rendez-vous ; avec moins de réglementations, moins de taxes et plus de simplifications. C'est l'écho du célèbre « laissez-nous faire » du marchand Legendre lorsque Colbert lui demandait ce que l'Etat pouvait faire pour aider le commerce.

Le « laissez-nous faire : c'est tout ce dont a besoin l'entrepreneur pour créer des emplois. En 2010 par exemple, tous les nouveaux emplois américains ont été créés par des entreprises de moins de 5 ans d'existence. Et cela va continuer. La reprise américaine n'est donc pas due à la relance budgétaire et à la politique de « stimulus », pur gaspillage contre-productif, mais à la créativité et au dynamisme des entrepreneurs.

Le livre de Gilder se rapproche sans l'accepter totalement de la conception autrichienne de l'entrepreneur, telle qu'on la trouve clairement exposée par Israël M. Kirzner, dans son ouvrage publié en français sous le titre « Concurrence et esprit d'entreprise » (Economica, 2005). A la différence de Schumpeter qui fait de l'entrepreneur un « risque-tout » et présente le profit comme une prime de risque, Kirzner soutient que l'entrepreneur ne risque rien, parce qu'il a par rapport à tous les autres une antériorité d'information. Il a compris l'évolution des marchés, les besoins insatisfaits et les moyens de les satisfaire, même sans introduire des produits nouveaux ou des techniques différentes. Tel est le pouvoir extraordinaire de l'information et de ceux qui savent la capter et l'interpréter en temps voulu. Sur ce point évidemment Gilder et Kirzner sont d'accord.

Encore faut-il que l'information ne soit pas brouillée par les faux prix (décidés par l'Etat) ou les réglementations (qui ruinent l'entreprise).

Georges Gilder, Knowledge and Power, Regnery 2013



Le livre, 130 pages  
**12,00 € TTC**  
Frais de port en sus (3,60€/unité)

**Bon de commande**

*Coupon à renvoyer à l'adresse suivante :*  
SEFEL/ALEPS - 80026 - 13545 Aix en Provence Cedex 4  
04 42 90 85 27

**MES COORDONNÉES** (merci d'écrire en majuscules) :

NOM \_\_\_\_\_  
PRÉNOM \_\_\_\_\_  
ADRESSE \_\_\_\_\_  
CODE POSTAL \_\_\_\_\_  
VILLE \_\_\_\_\_  
EMAIL \_\_\_\_\_  
TÉLÉPHONE \_\_\_\_\_

Quantité \_\_\_\_\_  
Prix unitaire \_\_\_\_\_  
Montant total \_\_\_\_\_  
Frais de port \_\_\_\_\_  
TOTAL \_\_\_\_\_  
Règlement par chèque uniquement\*

\*Toute commande non accompagnée de son règlement ne pourra être honorée.

Le livre pourra être récupéré dans les locaux de **PARADIGME** ou être envoyé à votre domicile (les frais de port sont en supplément)  
Sarl au capital de 30 400 euros - DRTEFP 9306051906 - Siret 411 450 919 00039 - RCS 1998 B00444 - Naf 7022Z

**CHÈQUE À LIBELLER À L'ORDRE DE SEFEL**  
Librichange 04 93 92 00 12 - 06 64 88 97 77 - Siret 411 450 919 00039

POUR TOUT RENSEIGNEMENTS : 06 64 88 97 77

Comment sauver vos retraites